

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne
et de l'Ariège
Pôle Environnement Industriel, Mines, Après-Mines Env3
4 avenue Didier Daurat
CS 40331
31776 Colomiers Cedex

Colomiers, le 27 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS SUD-OUEST

13 rue des Lacs - BP 25112
Lespinasse
31150 Fenouillet

Références : 2025/29

Code AIOT : 0006802032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de la visite d'inspection réalisée le 12 avril 2024 de la carrière de matériaux alluvionnaires et des installations de traitement exploitée par la société CEMEX GRANULATS SUD-OUEST RD 820 - zi Jambourt Les Parisés 31550 Cintegabelle. L'inspection a été annoncée le 22/03/2024. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite est diligentée dans le cadre d'une action nationale de contrôle relative aux rejets atmosphériques des installations classées relevant du régime de l'autorisation et d'une action régionale de contrôle relative au remblaiement des carrières.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS SUD-OUEST
- RD 820 - zi Jambourt Les Parisés 31550 Cintegabelle
- Code AIOT : 0006802032
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Cemex Granulats Sud Ouest exploite sur le territoire de la commune de Cintegabelle, une carrière de matériaux alluvionnaires. Dans le cadre de la remise en état du site, elle est autorisée à remblayer une partie de son site avec des matériaux inertes dont certains dits K3+ répondant aux critères de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

Thèmes de l'inspection :

- action nationale relative aux rejets atmosphériques des sites soumis à autorisation ;
- action régionale de contrôle relative au remblaiement des carrières alluvionnaires.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets à l'atmosphère	Article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012	/	Lettre de suite	1 mois
3	Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m³/h.	Article 41.a) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012	/	Lettre de suite	1 mois
4	Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m³/h.	Article 41.b) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012	/	Lettre de suite	1 mois
7	Remblaiement de la carrière	Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020	Susceptible de suites	Lettre de suite	1 mois
8	Remblaiement de la carrière	Article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020	Susceptible de suites	Lettre de suite	1 mois
9	Remblaiement de la carrière	Article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020	Susceptible de suites	Lettre de suite	1 mois
10	Remblaiement de la carrière	Article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020	Susceptible de suites	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Rejets à l'atmosphère	Article 38 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012
5	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021
6	Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)	Article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite a permis de mettre en évidence que :

- l'exploitant recevait des lots de déchets ne répondant pas aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- les installations de traitement ne disposent d'aucun point de rejet d'émissions atmosphériques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : article 38 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012
Thème(s) : Risques chroniques, points de rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet sont en nombre aussi réduits que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie dans son dossier de demande d'enregistrement. Les émissions canalisées sont rejetées à l'atmosphère, après traitement, de manière à limiter le plus possible les rejets de poussières. La forme des conduits est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des rejets dans l'atmosphère.
Constats : L'exploitant présente le schéma de fonctionnement de ses installations de traitement. Celui-ci ne fait pas apparaître de points de rejets d'éventuelles émissions atmosphériques - les rejets des installations susceptibles d'émettre des poussières étant canalisés et traités par des dépoussiéreurs dirigeant les poussières vers des big bags, le tout étant situé dans des locaux fermés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets à l'atmosphère

Référence réglementaire : article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012
Thème(s) : Risques chroniques, suivi des retombées de poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant ("bruit de fond") est prévu. Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont décrits dans le dossier de demande d'enregistrement. Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article. La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en

<p>continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées. Les exploitants qui participent à un réseau de mesure de la qualité de l'air qui comporte des mesures de retombées de poussières peuvent être dispensés par le préfet de cette obligation si le réseau existant permet de surveiller correctement les effets de leurs rejets. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois ; - implantées sur une exploitation de carrière qui réalise une surveillance environnementale selon les prescriptions de l'article 19.5 et suivants de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les résultats des 4 campagnes de suivi des retombées de poussière effectuées en 2023. Ce suivi est effectué par la méthode des plaquettes selon la norme NF X 43-007 - la version de la norme utilisée devrait toutefois être précisée.</p> <p>Les rapports consultés appellent les remarques suivantes de l'inspection des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine des données météorologiques utilisées n'est pas précisée; • le numéro d'accréditation mentionné pour la réalisation des prélèvements ne correspond pas au prestataire indiqué ; • le point permettant la détermination du niveau d'empoussièrement ambiant n'est pas précisé ; • lors de la campagne n°2, une plaquette n'a pas été retrouvée, et la durée de référence des prélèvements n'a pas été respectée (prélèvements effectués sur 37 jours, pour une durée de référence de 30 jours, plus ou moins 6 jours); • aucune interprétation des résultats obtenus n'est effectuée.
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit modifier ses rapports de mesure avec les informations mentionnées ci-dessus. Il doit, en particulier, effectuer une interprétation des niveaux d'empoussièrement mesurés, et engager les éventuelles mesures correctives nécessaires afin de les diminuer.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Capacité d'aspiration supérieure à 7 000 m³/h.

<p>Référence réglementaire : article 41.a) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PM10</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La part de particules PM10 est mesurée lors de chaque prélèvement aux moyens d'impacteurs. Sous réserve du respect des dispositions relatives à la santé au travail, les périodes de pannes ou d'arrêt des dispositifs de dépoussièrement pendant lesquelles les teneurs en poussières de l'air rejeté dépassent 20 mg/Nm³ sont d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures. En aucun cas, la teneur de l'air dépoussiéré ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm³ en poussières. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.</p>

Constats :
L'exploitant précisera les capacités d'aspiration de ses dépoussiéreurs, et précisera leurs modalités d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Capacité d'aspiration inférieure ou égale à 7 000 m³/h.

Référence réglementaire : article 41.b) de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien des installations
Prescription contrôlée :
Un entretien a minima annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm ³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées.
Constats :
L'exploitant précisera les capacités d'aspiration de ses dépoussiéreurs, et précisera leurs modalités d'entretien.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

Référence réglementaire : article 1er de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021
Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité des matériaux inertes
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21 mars 2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée :
<p>Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants. Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception du déchet et, pour les installations soumises à dispositif de contrôle par vidéo au titre de l'article L. 541-30-3 du code de l'environnement, l'heure de la pesée du déchet ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet entrant au regard l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R.

<p>541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchet entrant exprimée en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ; - la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; <p>d) Concernant l'opération de traitement effectuée par l'établissement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>La précédente visite d'inspection avait montré que certains documents d'acceptation préalable (DAP) étaient remplis directement sur site sans faire l'objet d'une validation préalable. Lors de la visite faisant l'objet du présent rapport, l'exploitant indique avoir cessé cette pratique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Traçabilité des terres excavées et sédiments (Articles 6 à 9)

<p>Référence réglementaire : article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, traçabilité des terres excavées</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21 mars 2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes effectuant un transit, un regroupement ou un traitement de terres excavées et sédiments ayant ou non le statut de déchet, y compris les personnes les valorisant, notamment en remblayage, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les lots de terres excavées et sédiments entrants. Le registre des terres excavées et sédiments entrants contient au moins, pour chaque lot entrant, les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date d'entrée dans l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dénomination usuelle des terres excavées et sédiments ; - les données issues de l'analyse chimique des terres excavées et sédiments lorsque cette analyse

<p>est nécessaire pour valoriser ou éliminer les terres excavées et sédiments, ou lorsque ces données sont disponibles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque les terres excavées et sédiments ont le statut de déchet, le code déchet au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de la définition de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ; - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement ; - la quantité de terres excavées et sédiments en tonne ou en m3 ; <p>c) Concernant l'origine et le transport des terres excavées et sédiments :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial des terres excavées et sédiments ; - la ou les parcelles cadastrales du lieu de production des terres excavées et sédiments avec leurs identifications, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de production ; - l'identifiant du terrain lorsque les terres ont été extraites d'un terrain placé en secteur d'information sur les sols au titre de l'article L. 125-6 ; - la raison sociale et le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des terres excavées et sédiments ; - l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, et s'il y a lieu, leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - le cas échéant, la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, et leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si les terres excavées ou les sédiments sont gérés par un courtier ou un négociant ; <p>d) Concernant l'opération de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le code du traitement qui va être opéré selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets. Lorsque les terres excavées et sédiments n'ont pas le statut de déchet, est choisi le code de traitement le plus approprié au vu de l'utilisation qui sera faite des terres excavées et sédiments ; - lorsque les terres excavées et sédiments sont valorisés en remblayage, notamment dans le cadre d'un projet d'aménagement ou en lien avec des infrastructures linéaires de transport, ou dans le cadre d'une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du code rural et de la pêche maritime, les parcelles cadastrales de destination avec leur identification, ou, en cas de domaine non cadastré, l'identification précise du lieu géographique de valorisation ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ; - le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.
<p>Constats :</p> <p>La précédente visite d'inspection avait montré que certains documents d'acceptation préalable (DAP) étaient remplis directement sur site sans faire l'objet d'une validation préalable. Lors de la visite faisant l'objet du présent rapport, l'exploitant indique avoir cessé cette pratique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptabilité des matériaux dits K3+
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Chaque lot de déchets inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées susvisée est accompagné à son entrée sur site de résultats d'analyses correspondant aux paramètres de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité.</p> <p>En cas d'absence d'analyse, le lot est isolé sur une aire spécifique dans l'attente soit de la réalisation des analyses, soit de sa reprise par le producteur.</p>
Constats : <p>Les DAP consultés par l'inspection des installations classées comportent l'ensemble des informations exigées par la réglementation. L'inspection des installations classées s'interroge toutefois sur la fréquence d'analyses des apports couverts par un DAP. Le DAP référencé TRI-24-J592-69 dispose d'une validité d'un an pour une quantité d'apports prévisionnelle de 1000 tonnes et une unique analyse des apports a été réalisée. L'exploitant indiquera la manière dont il s'assure que l'unique analyse réalisée est représentative de l'ensemble des lots couverts par ce DAP.</p> <p>Par ailleurs, les analyses annexées aux DAP suivants font état de dépassements des critères mentionnés à l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020 portant modification des conditions d'exploitation et remise en état du site :</p> <ul style="list-style-type: none">– pour le DAP TRI-24-J592-69, les tests de lixiviation réalisés donnent les concentrations suivantes respectivement en arsenic, chrome, cuivre, nickel, plomb et zinc de 8,4, 25, 30, 17, 22 et 71 mg/kg pour des valeurs limites d'au plus trois fois les critères mentionnés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées (soit respectivement 0,5, 0,5, 2, 0,4, 0,5 et 4 mg/kg) ;– pour le DAP TRI-23-J592-23, les tests de lixiviation réalisés donnent les concentrations suivantes respectivement en arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc de 30, 0,76, 34, 140, 0,66, 320, 34 et 270 mg/kg pour des valeurs limites d'au plus trois fois les critères mentionnés à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susmentionné (soit respectivement 0,5, 0,04, 0,5, 2, 0,01, 0,4, 0,5 et 4 mg/kg). <p>Aucun lot associé à ces DAP ne figurent dans le fichier de suivi des refus présenté par l'exploitant. L'exploitant doit indiquer le devenir des lots associés à ces DAP.</p> <p>Par ailleurs, les analyses associées à ces DAP ne portent pas sur l'ensemble des paramètres indiqués à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susmentionné. L'exploitant doit s'assurer de disposer d'analyses portant sur l'ensemble de ces paramètres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020
Thème(s) : Risques chroniques, mise en remblaiement des matériaux dits K3+
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Avant leur acheminement sur la carrière, les matériaux utilisés pour le remblaiement doivent avoir fait l'objet d'un tri.</p> <p>Les déchets admis en remblaiement sont ceux définis par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées susvisée.</p> <p>Seuls les déchets visés à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité peuvent être utilisés pour le remblaiement en eau de la carrière.</p> <p>Les déchets répondant aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 précité ne sont acceptés sur site que pour effectuer du remblaiement hors d'eau et sur des parcelles ayant fait l'objet d'un régalaage préalable d'une couche de 50 cm de fines argileuses provenant du système de recyclage des boues.</p>
Constats : <p>Les lots associés aux DAP TRI-24-J592-69 ,et-23-J592-23 ne respectent pas les caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.</p> <p>Aucun lot associé à ces DAP ne figurent dans le fichier de suivi des refus présenté par l'exploitant. L'exploitant doit indiquer le devenir des lots associés à ces DAP.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : article 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020
Thème(s) : Risques chroniques, plan de suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 21/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le plan d'exploitation du stockage dans la carrière réaménagée fait apparaître distinctement les zones remblayées avec des inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé</p>
Constats : <p>L'exploitant présente le plan de situation global de la carrière, et les plans de remblaiement de zone remblayée Il présente également le listing des chargements acceptés, où apparaît, pour</p>

chaque chargement, le lieu de mise en remblais (zone et casier).
L'inspection des installations classées constate que les noms des plans relatifs à chaque zone de remblaiement ne permettent pas de faire le lien avec le nom de la zone indiqué dans le listing des chargements acceptés. L'exploitant doit harmoniser la dénomination des zones de remblaiement dans son listing (Plant NORD 3+, PLANTO P3+, 3+PLANTOPERSIL, 3-PLANTOPERSIL) et dans le nommage des plans (PP_NORD, PP_SUD). Les plans concernés ne permettent pas de distinguer les casiers accueillant des remblais dits 3+ des autres remblais. L'exploitant doit ainsi modifier ces plans pour faire apparaître cette distinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : article 7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 octobre 2020
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 21/03/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Afin de compléter son réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant met en place en aval hydraulique de la zone remblayée avec des inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé 2 piézomètres de contrôle.</p> <p>L'exploitant réalise trimestriellement sur les 2 piézomètres précités ainsi que sur 1 piézomètre situé en amont les analyses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pH, conductivité, COT, Chlorures, Fluorures, Sulfates, Indice phénol, – Hydrocarbures totaux, HAP, BTEX, PCB – métaux : Sn, AS, Ba, Cd, Cr, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Se, Zn.
Constats : <p>L'exploitant présente le rapport relatif à la campagne de surveillance de la qualité des eaux souterraines effectuée le 1er février 2024.</p> <p>Ce rapport indique le prélèvement de trois ouvrages complémentaires par rapport aux campagnes précédentes, à savoir les piézomètres 38 et 39. L'exploitant justifiera que ces ouvrages sont bien situés en aval hydraulique de la zone remblayée avec des inertes répondant aux caractéristiques de l'article 6 et de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé 2 piézomètres de contrôle (inertes dits K3+)</p> <p>L'inspection des installations classées constate que seules les hauteurs d'eau ont été relevées sur les ouvrages Pz38 et Pz39. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les échantillons prélevés sur ces ouvrages doivent faire l'objet des analyses mentionnées ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois